

Les Français veulent des baisses de dépenses...

Quand on leur pose la question entre hausse des impôts et baisse des dépenses, 96 % des Français privilégient la baisse des dépenses et 71 % jugent non crédibles les économies budgétaires annoncées.

Et ils ont raison car la baisse de la dépense n'est pas jusqu'à présent la politique suivie par le gouvernement, contrairement à ce qui est affirmé. La dépense publique totale était de 1 150 milliards en 2012, elle sera de 1 200 milliards en 2014. Au solde général de l'État, la dépense de l'État était de 370,7 milliards en 2012, de 375,4 en 2013 et elle sera de 379,9 milliards en 2014... On ne peut donc croire à une maîtrise des dépenses. Les 15 milliards d'économies annoncées par le gouvernement car elles sont totalement surestimées. D'abord parce que le gouvernement surévalue sciemment l'augmentation naturelle de la dépense en remontant le plus loin possible dans les années antérieures afin de gonfler les chiffres. Plus on remonte dans des années où l'augmentation de la dépense était forte et plus la hausse naturelle calculée est importante. Ainsi, le gouvernement table-t-il sur une augmentation mécanique de la masse salariale de ses agents de 2,2 milliards d'euros sur dix ans alors que la Cour des comptes a, elle, estimé ce chiffre à 1,7 milliard à effectifs constants. Une grande partie des « économies » fondées sur de telles estimations sont trompeuses. Par ailleurs, le gouvernement n'a à aucun moment engagé les réformes structurelles qui permettraient de vraies baisses de dépenses. Si les Français ne peuvent pas identifier clairement les sources d'économies, ils ne croient naturellement pas à la baisse des dépenses. La multiplication des structures de décision, l'éparpillement et l'enchevêtrement des missions publiques et des compétences partagées (éducation, tourisme, social, culture...) entre plusieurs niveaux. 54 % des Français répondent d'ailleurs qu'il y a trop d'interlocuteurs publics. Cette sensation est parfaitement justifiée car, là où nos homologues de l'Union européenne dépensent en moyenne 24,9 % de leur richesse nationale pour produire leurs services publics, la France en dépense 27,7 %. Soit un surcoût pour la France de l'ordre de 60 milliards d'euros par an. **81 % des Français veulent réduire les effectifs de la fonction publique d'État, 65 % ceux de la fonction publique territoriale. Et là, on reste encore dans l'expectative car les effectifs publics rien qu'en 2012, ont augmenté de 16 600 équivalents temps plein selon l'INSEE.** Le gouvernement s'était pourtant engagé à son arrivée au pouvoir à ne pas augmenter les effectifs publics... Au total, les effectifs de la fonction publique ne diminuent pas et tournent autour de 5,3 millions d'agents. **77 % des Français ont ressenti la hausse de la pression fiscale.** Tous les niveaux de revenus et de patrimoines sont concernés car le barème de l'impôt sur le revenu a été gelé depuis deux ans par la droite et par la gauche, parce que la CSG sur les revenus du capital a beaucoup augmenté ces dernières années, parce que les heures supplémentaires ne sont plus exonérées, parce que le quotient familial a été rabaissé... Étant donné la conjoncture, la sagesse voudrait que le gouvernement, pendant trois à quatre ans, prévoie vraiment de ne pas augmenter d'un euro la dépense publique totale. Seul ce type de choix de bon père de famille peut permettre de réduire le déficit public dans un premier temps et la pression fiscale sur les ménages et les entreprises dans un second temps.



Agnès VERDIER-MOLINIÉ

Directeur de la Fondation iFRAP, auteur de « 60 milliards d'économies » chez Albin Michel

Les chiffres sont issus d'un sondage Opinonway – Fondation iFRAP – Figaro Magazine d'octobre 2013